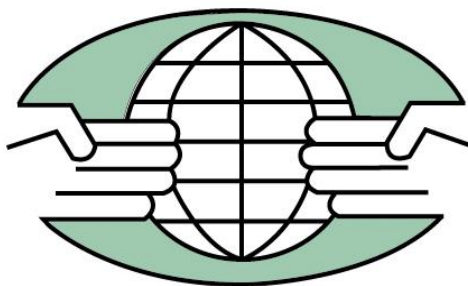


# APEFE



## **CAHIER SPECIAL DES CHARGES** **DU MARCHE PUBLIC DE** **SERVICES**

**AYANT POUR OBJET**

**“UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE**  
**DU PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DU**  
**NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES QUI PRATIQUENT**  
**UNE ACTIVITÉ DE PRODUCTION**  
**AGROALIMENTAIRE À TITRE PRINCIPALE OU**  
**COMPLÉMENTAIRE (PISCICULTURE) DANS LA**  
**PROVINCE DU KONGO CENTRAL”.**

**FACTURE ACCEPTÉE (MARCHÉS PUBLICS DE**  
**FAIBLE MONTANT)**

**Pouvoir adjudicateur**

**Association pour la Promotion de l'Education et**  
**de la Formation à l'Etranger**

**Auteur de projet**

**Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger,**  
**Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean**

## **Table des matières**

<b>I. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....</b>	<b>5</b>
I.1 DESCRIPTION DU MARCHÉ .....	5
I.2 IDENTITÉ DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	5
I.3 MODE DE PASSATION .....	5
I.4 FIXATION DES PRIX.....	6
I.5 DROIT D'ACCÈS ET SÉLECTION QUALITATIVE .....	6
I.6 FORME ET CONTENU DES OFFRES .....	7
I.7 DÉPÔT DES OFFRES.....	7
I.8 OUVERTURE DES OFFRES .....	8
I.9 DÉLAI DE VALIDITÉ .....	8
I.10 CRITÈRES D'ATTRIBUTION.....	8
I.11 RÉVISIONS DE PRIX.....	8
I.12 VARIANTES .....	8
I.13 CHOIX DE L'OFFRE .....	9
<b>II. DISPOSITIONS CONTRACTUELLES.....</b>	<b>10</b>
II.1 FONCTIONNAIRE DIRIGEANT.....	10
II.2 ASSURANCES .....	10
II.3 CAUTIONNEMENT .....	10
II.4 DURÉE .....	10
II.5 DÉLAI DE PAIEMENT.....	11
II.6 DÉLAI DE GARANTIE.....	11
II.7 RÉCEPTION .....	11
II.8 RESSORTISSANTS D'UN PAYS TIERS EN SÉJOUR ILLÉGAL .....	12
II.9 RÉMUNÉRATION DUE À SES TRAVAILLEURS .....	12
II.10 PROTECTION DES DONNÉES.....	13
<b>III. TERMES DE RÉFÉRENCES D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE.....</b>	<b>14</b>
III.1 CONTEXTE ET FINALITÉS DE L'ÉVALUATION .....	14
III.2 OBJET DE L'ÉVALUATION .....	14
III.3 IDENTIFICATION DU PROGRAMME .....	15
III.4 CONTEXTE GÉNÉRAL ET SPÉCIFIQUE DU PROGRAMME .....	16
III.5 HISTORIQUE DU PROGRAMME.....	16
III.6 DESCRIPTION DU PROGRAMME .....	17
III.7 INSTANCES ET MODALITÉS DE PILOTAGE, DE SUIVI ET DE GESTION DU PROGRAMME .....	18
III.8 EVALUATIONS ET SUIVIS ANTÉRIEURS.....	19
III.9 OBJET ET JUSTIFICATION DE L'ÉVALUATION À RÉALISER .....	20
III.10 APPROCHES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION.....	20
III.11 RÉCOLTE ET ANALYSE DES DONNÉES ET SOURCES D'INFORMATION.....	21
III.12 PUBLICS CIBLÉS PAR L'ÉVALUATION .....	21
III.13 PLANNING ET DURÉE .....	21
III.14 LOCALISATION DE L'ÉTUDE DE TERRAIN.....	22
III.15 MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION .....	22
III.16 CRITÈRES ET QUESTIONS ÉVALUATIVES .....	23
III.17 LIVRABLES .....	24
III.18 COMPOSITION DE L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION.....	24
III.19 PROFIL ET STATUT DES ÉVALUATEURS RECHERCHÉS.....	24
III.20 CONTENU DE L'OFFRE TECHNIQUE .....	25
III.21 MODALITÉS D'ATTRIBUTION.....	25
III.22 CLAUSES SUSPENSIVES .....	25
III.23 EVALUATION DU RAPPORT ET DES ÉVALUATEURS.....	25
III.24 DOCUMENTS À CONSULTER .....	26
III.25 GESTION ET PILOTAGE DE L'ÉVALUATION .....	26
III.26 CONTENU ET CANEVAS DE RAPPORT .....	28
III.27 QUESTIONS ÉVALUATIVES.....	29

<b>ANNEXE A : FORMULAIRE D'OFFRE.....</b>	<b>31</b>
<b>ANNEXE B : DECLARATION BANCAIRE .....</b>	<b>34</b>
<b>ANNEXE C : INVENTAIRE .....</b>	<b>35</b>
<b>ANNEXE D : INVENTAIRE BIS.....</b>	<b>37</b>

**Pour toute information concernant les termes de références du présent cahier des charges, contacter**

Nom : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger  
Adresse : Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean  
Personne de contact : Monsieur Walter COSCIA  
E-mail [w.coscia@apefe.org](mailto:w.coscia@apefe.org)

**Auteur de projet**

Nom : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger  
Adresse : Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean  
Personne de contact : Service des Marchés Publics  
Téléphone : 02 421 83 83  
E-mail: [map@apefe.org](mailto:map@apefe.org)

**Réglementation en vigueur**

1. Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures.
2. Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures.
3. Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, et ses modifications ultérieures.
4. Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures.
5. Règlement général pour la protection du travail (RGPT), Loi sur le bien-être et Code du bien-être au travail.
6. Loi du 11 février 2013 prévoyant des sanctions et des mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.
7. Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.
8. Les données personnelles collectées dans le cadre du marché public par l'attributaire du marché, ainsi que par ses sous-traitants, agissant en tant que responsables du traitement doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, l'attributaire et ses sous-traitants s'engagent à ce que les informations personnelles collectées soient utilisées uniquement pour l'exécution du marché, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite de l'adjudicateur.

**Autres, dérogations, commentaires:**

Le soumissionnaire sera attentif aux mesures en matière du respect de l'environnement.

L'anonymat et la confidentialité des personnes ressources ayant communiqué des informations aux évaluateurs seront assurés, dans le cadre du respect des mesures en vigueur en matière du RGPD.

Les évaluateurs accorderont une attention particulière au respect des croyances, us et coutumes et feront preuves d'intégrité et d'honnêteté dans leurs relations avec les parties prenantes.

Les évaluateurs éviteront toutes formes de discriminations dont notamment la discrimination liée au genre des parties prenantes.

## I. Dispositions administratives

Cette première partie se rapporte à la réglementation relative à la passation d'un marché public jusqu'à la désignation de l'adjudicataire.

Les dispositions contenues dans cette partie se rapportent à la loi du 17 juin 2016 et à l'arrêté royal du 18 avril 2017 et leurs modifications ultérieures.

### I.1 Description du marché

**Objet des services :** une mission d'évaluation externe finale du programme d'Appui à l'amélioration du niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture) dans la province du Kongo Central.

**Ce marché est publié sur le site web de l'APEFE ([www.apefe.org](http://www.apefe.org))**

**Lieu de prestation du service :** République démocratique du Congo

### I.2 Identité du pouvoir adjudicateur

Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger  
Place Saintelette, 2  
1080 Molenbeek-Saint-Jean

L'APEFE est une association sans but lucratif active depuis 1976 dans les pays en émergence. A travers ses activités, l'APEFE met en œuvre des programmes ayant pour objectif général la lutte contre la pauvreté, par le renforcement des capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles. Elle se focalise notamment sur le secteur de la formation technique et professionnelle (FTP) au sens large en incluant l'entrepreneuriat.

Elle collabore à la mise en œuvre des politiques sectorielles dans 10 pays — Bénin, Burkina Faso, Burundi, Haïti, Maroc, Palestine, RDC, Rwanda, Sénégal et en Belgique via la plateforme EducAid.

L'APEFE s'inscrit pleinement dans la dynamique impulsée par les Objectifs de Développement Durable (ODD).

En tant qu'agence de coopération internationale intégrée au sein de Wallonie-Bruxelles International, dans le cadre des Notes de politique internationale de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, elle fournit un accompagnement technique au renforcement des capacités de ses partenaires du Sud.

L'APEFE est financée par l'état fédéral belge sur base d'un programme pluriannuel de coopération au développement suivi par la DGD (Direction Générale Coopération au développement et Aide humanitaire), ainsi que par Wallonie-Bruxelles international (WBI), l'Union européenne (UE) et l'Agence Belge au Développement (ENABEL).

### I.3 Mode de passation

Conformément à l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00 ) de la loi du 17 juin 2016, le marché est conclu par facture acceptée (marchés publics de faible montant).

## I.4 Fixation des prix

Le présent marché consiste en un marché à prix global.

Le marché à prix global est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

## I.5 Droit d'accès et sélection qualitative

Le formulaire d'offre doit être accompagné des pièces suivantes :

### **Situation juridique du soumissionnaire (motifs d'exclusion)**

- Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

- Dans le cadres de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet ('revolving doors'), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations Unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le soumissionnaire s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs (internes ou externes) de l'APEFE, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ de l'APEFE, d'une quelconque manière, directement ou indirectement, pour l'élaboration et/ou l'introduction de son offre ou toute autre intervention dans le cadre de la procédure de passation, ainsi que pour certaines tâches à réaliser dans le cadre de l'exécution du présent marché.

La disposition qui précède ne s'applique toutefois que lorsqu'un lien direct existe entre les précédentes activités prestées pour le pouvoir adjudicateur par la ou les personnes concernée(s) et ses/leurs activités dans le cadre du présent marché.

Toute infraction à cette mesure pouvant être de nature à fausser les conditions normales de la concurrence est passible d'une sanction conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (ou, pour un marché dans les domaines de la défense et de la sécurité, de l'article 10 de la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité). Concrètement, cette sanction consiste, selon les cas, soit à écarter l'offre, soit à résilier le marché".

- Les experts évaluateurs ne peuvent avoir aucun lien formel avec ni l'APEFE, ni WBI, ni les partenaires locaux signataires de la convention de partenariat depuis au moins 2 ans à compter du lancement de l'appel d'offre.

### **Capacité économique et financière du soumissionnaire (critères de sélection)**

N°	Critères de sélection
1	Une déclaration bancaire appropriée établie conformément au modèle figurant à l'annexe 11 de l'AR du 18 avril 2017.
2	La preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels.

**Capacité technique et professionnelle du soumissionnaire (critères de sélection)**

N°	Critères de sélection	Exigences minimales
1	L'indication des titres d'études et professionnels du prestataire de services.	L'évaluateur international disposera : <ul style="list-style-type: none"><li>- de l'expertise et de l'expérience exigée en aquaculture d'un niveau au moins égal à Bac +4/5 (Master) en aquaculture</li><li>- d'une expérience professionnelle de minimum 5 ans en aquaculture continentale</li></ul>

## I.6 Forme et contenu des offres

Le soumissionnaire établit son offre en français et complète le métré récapitulatif ou l'inventaire sur le modèle annexé au cahier des charges le cas échéant. Si le soumissionnaire établit son offre sur d'autres documents que le formulaire prévu, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

Tous les documents établis ou complétés par le soumissionnaire ou son mandataire sont datés et signés par celui-ci.

Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans l'offre que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché, telles que les prix, les délais, les conditions techniques, doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

Le prix de l'offre sera exprimé en EURO.

Les éventuelles réductions doivent toujours être décomptées du prix unitaire et ne sont pas indiquées

## I.7 Dépôt des offres

L'offre est établie en mentionnant le numéro du cahier des charges (2021-MECS-B-CK101/010) ainsi que l'objet du marché. **Elle est envoyée uniquement par courriel.**

L'offre doit être adressée à :

Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger  
Place Saintelette, 2  
1080 Molenbeek-Saint-Jean  
[map@apefe.org](mailto:map@apefe.org)

L'offre doit parvenir au pouvoir adjudicateur avant le 22 juillet 2021 à 12h00..

Par l'introduction d'une offre, les soumissionnaires acceptent sans condition le contenu du cahier des charges et des autres documents relatifs au marché, ainsi que le respect de la procédure de passation telle que décrite dans le cahier des charges et acceptent d'être liés par ces dispositions.

Lorsqu'un soumissionnaire formule une objection à ce sujet, il doit communiquer les raisons de cette objection au pouvoir adjudicateur par écrit et par courrier recommandé dans les 7 jours calendrier après la réception du cahier des charges.

## I.8 Ouverture des offres

Il n'y a pas d'ouverture des offres en séance publique.

---

## I.9 Délai de validité

Le soumissionnaire reste lié par son offre pendant un délai de 90 jours de calendrier, à compter de la date limite de réception des offres.

---

## I.10 Critères d'attribution

Les critères suivants sont d'application lors de l'attribution du marché :

N°	Description
1	Méthodologie, compréhension et interprétation des TDR, pertinence et réalisme, calendrier
2	Prix
	<i>Règle de trois; Score offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>
3	Profil des évaluateurs
4	Clarté et présentation de l'offre

Les critères sont listés par ordre décroissant d'importance. Sur base de l'évaluation de tous ces critères, le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du pouvoir adjudicateur.

---

## I.11 Révisions de prix

Il n'y a pas de révision des prix pour ce marché.

---

## I.12 Variantes

Il est interdit de proposer des variantes libres.  
Une variante exigée est prévue.



## **I.13 Choix de l'offre**

Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, déterminée en se fondant sur le meilleur rapport qualité / prix.

Par la présentation de son offre, le soumissionnaire accepte toutes les clauses du Cahier des Charges et renonce à toutes les autres conditions. Si le pouvoir adjudicateur constate, lors de l'analyse des offres, que le soumissionnaire a ajouté des conditions qui rendent l'offre imprécise ou si le soumissionnaire émet des réserves quant aux conditions du Cahier des Charges, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de considérer l'offre comme substantiellement irrégulière.

## II. Dispositions contractuelles

Cette deuxième partie fixe la procédure relative à l'exécution du marché.  
Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ses modifications ultérieures établissant les règles générales d'exécution des marchés publics est d'application.

### II.1 Fonctionnaire dirigeant

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du fonctionnaire dirigeant :

Nom : Madame Pascale DELCOMMINETTE  
Adresse : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger, Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean  
Téléphone : 02 421 83 83  
Fax : 02 421 83 86  
E-mail : [pascale.delcomminette@apefe.org](mailto:pascale.delcomminette@apefe.org)

Le surveillant des services :

Nom : Monsieur Walter COSCIA  
Adresse : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger, Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean  
Téléphone : 02 421 83 78  
E-mail : [w.coscia@apefe.org](mailto:w.coscia@apefe.org)

### II.2 Assurances

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.  
A tout moment durant l'exécution du marché, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché.

### II.3 Cautionnement

Aucun cautionnement ne sera exigé pour ce marché.

### II.4 Durée

Il est souhaitable que la prestation (préparation – étude de terrain – rapport provisoire – rapport finale) se déroule entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 octobre 2021.

La durée de l'évaluation est estimée par l'APEFE à environ 22 jours ouvrables **(à répartir entre l'expert international et l'expert national)**.

## II.5 Délai de paiement

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de 30 jours de calendrier à compter de la date de la fin totale ou partielle des services, pour procéder aux formalités de réception et en notifier le résultat au prestataire de services.

Le paiement du montant dû au prestataire de services doit intervenir dans le délai de paiement de 30 jours de calendrier à compter de la date de fin de la vérification, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie ainsi que des autres documents éventuellement exigés.

### • **Mentions obligatoires**

Les factures, porteront obligatoirement les mentions suivantes :

- Date d'émission ;
- Numéro de facture ;
- Intitulé du marché et numéro de marché ;
- Identification éventuelle du lot ;
- Les montants totaux ;
- La répartition du taux de TVA ;
- Certifié sincère et véritable à somme de ..., et seront accompagnées des livrables attendus.

**Les factures, accompagnées du rapport final, devront parvenir au siège de l'APEFE pour le 31 octobre 2021 au plus tard.**

### • **Facturation électronique**

Le pouvoir adjudicateur accepte la transmission des factures sous un format électronique (pdf), conformément à l'article 192/1 de la loi du 17/06/2016.

Les factures pourront être soumises directement via l'adresse mail : [facturation@apefe.org](mailto:facturation@apefe.org)

---

## II.6 Délai de garantie

Aucun délai de garantie n'est applicable pour ce marché.

---

## II.7 Réception

Voir Termes de référence III. 13 planning et durée et III.17 Livrables

## **II.8 Ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal**

Lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant reçoit copie de la notification visée à l'article 49/2, alinéa 4, du Code pénal social, dans laquelle il est informé qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal, cet adjudicataire ou sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce que l'autorité adjudicatrice donne un ordre contraire.

Il en va de même lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant est informé :

- soit par l'adjudicataire ou par l'autorité adjudicatrice selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification, visée à l'article 49/2, alinéas 1er et 2, du Code pénal social, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/12 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal.

Par ailleurs, l'adjudicataire ou sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'il conclurait éventuellement, une clause stipulant que :

- 1° le sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/2 du Code pénal social révèle que ce sous-traitant occupe un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal ;
- 2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement grave dans le chef du sous-traitant, à la suite duquel l'entreprise est habilitée à résilier le contrat ;
- 3° le sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

---

## **II.9 Rémunération due à ses travailleurs**

Lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant reçoit copie de la notification visée à l'article 49/1, alinéa 3, du Code pénal social, par laquelle il est informé d'un manquement grave à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit, cet adjudicataire ou sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce qu'il présente la preuve à l'autorité adjudicatrice que les travailleurs concernés ont reçu l'intégralité de leur rémunération.

Il en va de même lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant est informé :

- soit par l'adjudicataire ou par l'autorité adjudicatrice selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification visée à l'article 49/1, alinéa 1er, du Code pénal social, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/4 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs.

Par ailleurs, l'adjudicataire ou sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'il conclurait éventuellement, une clause stipulant que :

- 1° le sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/1 du Code pénal social révèle que ce sous-traitant manque gravement à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit ;
- 2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement grave dans le chef du sous-traitant, à la suite duquel l'adjudicataire est habilité à résilier le contrat ;
- 3° le sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

## **II.10 Protection des données**

Les données personnelles collectées dans le cadre du marché public par l'attributaire du marché, ainsi que par ses sous-traitants, agissant en tant que responsables du traitement doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, l'attributaire et ses sous-traitants s'engagent à ce que les informations personnelles collectées soient utilisées uniquement pour l'exécution du marché, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite de l'adjudicateur.

### III. Termes de références d'évaluation externe finale

#### III.1 Contexte et finalités de l'évaluation

Conformément aux engagements souscrits avec les partenaires locaux de l'APEFE et l'État belge, les programmes mis en œuvre par l'APEFE doivent être évalués en fin de parcours.

L'évaluation externe finale qui fait l'objet du présent marché :

- Mesure l'efficacité du programme de manière sommative.
- Répond à une obligation de redevabilité de l'APEFE vis-à-vis des contribuables et du bailleur de fonds, la Direction Générale au Développement (Coopération belge fédérale)
- Répond également à une volonté et une responsabilité de reddition de compte de l'APEFE à l'égard de ses partenaires, groupes-cibles et bénéficiaires
- Se veut formative à des fins d'améliorations et surtout de pérennité des résultats à atteindre
- Contribuera à l'apprentissage interne et à d'éventuelles prises de décision et d'orientations opérationnelles et stratégiques, méthodologiques, administratives et financières.

En analysant les résultats du programme et ses modes opératoires, l'évaluation permettra d'expliquer ce qui a fonctionné ou non, d'en établir les causes et de dégager des réorientations opérationnelles et/ou stratégiques pour le futur, avec ou sans appui de l'APEFE dans un but de durabilité et d'impact.

Les instances de pilotage et de suivi du programme pourront :

- Opérer les ajustements nécessaires en fonction des recommandations
- Être attentives à la qualité des collaborations avec les autres parties prenantes
- Exploiter au mieux les opportunités du contexte
- Gérer les différents risques
- Mettre en œuvre les stratégies de pérennisation et de capitalisation des acquis générés par le programme.

En permettant de tirer des leçons et des bonnes pratiques, l'évaluation sera utile à l'APEFE pour améliorer ses pratiques d'identification, de formulation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation de ses programmes dont notamment les théories du changement et les scores de performance. Elle doit également participer à alimenter la gestion des connaissances de l'APEFE.

#### III.2 Objet de l'évaluation

L'évaluation finale portera sur la période d'exécution étendue du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2021 même si l'évaluation sera réalisée en dernière année d'exécution.

La prestation (préparation – étude de terrain – rapport provisoire – rapport final) devra se dérouler entre le 01 septembre au 31 octobre 2021.

Le rapport final de l'évaluation devra être validé par l'APEFE au plus tard le 31 octobre 2021. La durée totale de la prestation facturée, toutes activités confondues, est estimée à environ 22 jours ouvrables **(à répartir entre l'expert international et l'expert national).**

Le programme qui sera évalué a démarré ses activités en janvier 2017 et se poursuivra jusqu'en décembre 2021.

Le PPA soumis à la DGD comprenant la Théorie du Changement ad hoc, est joint aux présents Termes de Référence.

Une documentation plus exhaustive sera remise aux évaluateurs après l'attribution du marché.

### III.3 Identification du programme

<b>Intitulé</b>	« Appui à l'amélioration du niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture) dans la province du Kongo Central ».
<b>Secteur et sous-secteur CAD</b>	CAD5-311/Agriculture > sous-secteurs SNPC-31120/développement agricole et SNPC-31166/vulgarisation agricole.
<b>Pays</b>	RD CONGO
<b>Zones d'intervention</b>	Province KONGO CENTRAL - Territoires administratifs (10): Kasangulu, Kimvula, Lukula, Luozi, Madimba, Mbanza-Ngungu, Muanda, Seke-Banza, Songololo, Tshela.
<b>Cible(s) stratégique(s) CSC</b>	Cible 5: "Favoriser une utilisation plus efficiente et plus durable de l'énorme potentiel qu'offre le Congo en matière de sylviculture, d'agriculture, d'élevage et de pêche, avec une attention particulière à l'agriculture familiale". Contribution 5B: "Renforcer la sécurité alimentaire et lutte contre la pauvreté par l'amélioration durable de la productivité des exploitations familiales et en favorisant leur accès aux marchés locaux et internationaux dans une approche « filière » (production, transformation et commercialisation)". Cible 1: Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes Contribution 1D: Autonomie économique et financière: promouvoir la reconnaissance de la contribution des femmes à l'économie tant en milieu rural qu'urbain, leur accès à l'éducation, la formation et à des revenus suffisants et adéquats ; promouvoir leur sécurité dans l'exercice de leur travail
<b>Code APEFE</b>	CK OS1/R1
<b>Budget total</b>	2.950.000 EUR
<b>Objectif spécifique</b>	« Appui à l'amélioration du niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture) dans la province du Kongo Central ».
<b>Résultat(s)</b>	Les capacités de production et de commercialisation des exploitants pisciculteurs dans la Province du Kongo Central ont été renforcées.
<b>Bénéficiaires</b>	1.500 pisciculteurs bénéficiaires
<b>Groupes cibles</b>	Petits producteurs issus de l'agriculture familiale enracinés durablement dans leur milieu physique; qui pratiquent ou souhaitent pratiquer la pisciculture et/ou le maraîchage comme activité principale ou complémentaire.
<b>Partenaires locaux</b>	Secrétariat Général à l'Agriculture - Pêche et Élevage au Ministère de l'Agriculture et Développement Rural Gouvernorat de la Province du KONGO CENTRAL
<b>Partenaires de collaboration</b>	Centre Agro-Vétérinaire Tropical de Kinshasa, I&F Entrepreneuriat
<b>Date de début et de fin</b>	01/01/2017 – 31/12/2021

<b>Directeur de programme</b>	
<b>Administrateur APEFE</b>	Samuel LEQUIEN
<b>Chargé de mission APEFE</b>	Walter COSCIA

---

### III.4 Contexte général et spécifique du programme

La RDC demeure un Etat fragile confronté à des défis importants liés à la réduction de la pauvreté et à la nécessité d'engager l'économie dans une croissance soutenue et inclusive. L'économie du pays connaît toujours des difficultés de transformation structurelle du fait que la croissance congolaise est tributaire du secteur extractif. Celui-ci contribue à hauteur de 99 % à la valeur des exportations, à 34 % des recettes totales de l'État et de 2 points dans la croissance du PIB (données 2017). Sur la période 2010-2016, la contribution du secteur extractif au PIB a été estimée à 61%, comparée à celle fort modeste des secteurs à forte intensité de main d'œuvre tels que l'agriculture (10%) ou l'industrie (6%).

La prédominance de ces activités et de ses faibles retombées sur la diversification de l'économie du pays et les recettes du budget de l'Etat a réduit les opportunités de reconstruction et d'édification d'une économie nationale impulsée par des activités ascendantes de diversification des bases productives ainsi que des capacités infrastructurelles et entrepreneuriales nationales. La dépendance à l'égard de ce secteur et plus largement des produits de rente a été de pair avec des pratiques diffuses de grande corruption qui concerne une large gamme de transactions.

Cette situation fragilise les institutions, affecte négativement la reprise économique et fait obstacle à une participation accrue du secteur privé dans le développement économique. La RDC reste classée parmi les Etats africains les plus fragiles. Cette fragilité est caractérisée principalement par la faiblesse de la gouvernance et des capacités institutionnelles de l'Etat.

La pauvreté monétaire et non monétaire est toujours de masse, avec des fortes inégalités de revenus et de territoires. Le PIB par habitant de la RDC est de 460 USD soit six fois inférieur à la moyenne des pays de l'Afrique. La RDC reste un pays à faible revenu classé en 2018 au 179ème rang sur 189 pays selon l'Indice de Développement Humain (IDH) élaboré par le PNUD. L'indice de développement de genre montre des disparités dans le bénéfice de l'amélioration de l'IDH. En fait la valeur de l'IDH pour les femmes est de 0,420 alors qu'elle est de 0,493 pour les hommes. Au sujet du genre, on retiendra que l'indice d'inégalité de genre (IIG) de la RDC indique une forte marginalisation de la femme. Son taux (0,652 en 2017) est supérieur à celui de l'Afrique Subsaharienne et aux PMA (dont les scores respectifs sont de 0,569 et 0,559).

---

### III.5 Historique du programme

Au cours de la période 2017-2021, l'APEFE, en se basant sur les acquis du PPA 2014-2016, a déployé deux programmes quinquennaux en RDC dans deux secteurs spécifiques : l'Agriculture et l'Education. L'objectif du programme Agricole (OS1) comporte deux résultats centrés sur la Pisciculture (province du Kongo central, OS1R1) et le Maraîchage (province du Haut Katanga, OS1R2). Ces deux résultats poursuivent un objectif commun qui est celui d'améliorer le niveau de vie des petits producteurs de l'agriculture familiale, pisciculteurs (province KONGO CENTRAL) et maraîchers (HAUT KATANGA), par le renforcement de leurs capacités de production et de commercialisation (augmentation de la quantité et de la qualité nutritive et marchande de leur production par une plus grande maîtrise des techniques d'élevage et une plus grande disponibilité en moyens de production type intrants, étangs piscicoles, parcelles maraichères...). Les principaux bénéficiaires sont des ménages paysans (3000). Les principales activités menées ont trait à des formations, du conseil et des équipements et un



accompagnement à la structuration des organisations des paysans et une meilleure production et commercialisation des produits agroalimentaires.

Les Termes de référence de cette évaluation finale

De manière générale, la vision de l'APEFE pour l'agriculture en RDC repose sur :

- D'une part, la volonté de privilégier une coopération d'investissement à une coopération de décaissement, par des appuis rentables et durables dans les secteurs d'activité productifs, générateurs de valeurs financières et économiques, de croissance et d'emplois.
- D'autre part, sur les objectifs qui animent la politique belge de coopération au développement en matière d'appui à l'agriculture et au secteur privé des pays partenaires (voir les notes stratégiques « Agriculture et sécurité alimentaire » et « Coopération belge au développement et secteur privé local : un appui au service du développement humain durable ») ainsi que de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie (voir la Note de politique internationale et la stratégie décennale de l'APEFE « Pour une coopération créatrice de valeur(s) au service du développement humain durable »).

---

## III.6 Description du programme

### Le changement attendu

L'objet du changement du secteur agriculture appuyé par le programme repose sur l'identification des besoins/problèmes agroéconomiques des agriculteurs familiaux (dans le cas de ceux qui s'adonnent à des activités de pisciculture) appréhendés selon trois (3) critères croisés: (i) une spéculation agropastorale singulière déjà pratiquée par le groupe cible privilégié (communautés paysannes) ou novatrice; (ii) une zone d'exploitation préexistante ou potentielle localisée dans un environnement géographique et économique favorable (accessibilité aux marchés, facteurs agroécologiques...); (iii) un intérêt exprimé par l'agriculture familiale (groupe cible) pour l'amélioration de ses conditions de vie (niveau de sécurité alimentaire, revenus agricoles, capacités techniques).

L'amélioration des conditions de vie, de travail et de production du paysan producteur par une offre de service consacrée au renforcement de ses capacités de production et de commercialisation ainsi qu'un appui à l'entrepreneuriat est au centre de la dynamique de changement de l'action APEFE. Outre la dimension Genre particulièrement prise en compte avec des indicateurs sexo-spécifique transversaux (accès des femmes à l'information, à la qualité de bénéficiaire, aux activités, au processus décisionnel, aux moyens de production, aux bénéfices de l'action).

### L'objectif spécifique

L'objectif poursuivi (objectif spécifique) est l'amélioration du niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture) dans la province du Kongo Central.

### Le résultat

À cette fin, les capacités de production et de commercialisation des producteurs familiaux en termes de savoirs (itinéraire technique) et de moyens de production (surface d'exploitation, équipements) ont été renforcées par l'action de l'APEFE.

### Typologie des activités

Les appuis au secteur agriculture et au groupe cible (stratégie d'intervention) ont consisté en une offre de services axée sur la finalité économique et rentable de l'agriculture familiale: (i) intrants de production ; (ii) aménagement et équipement de l'outil de production ; (iii) formation-conseil ; (iv)

recherche agronomique appliquée ; (v) transformation ; (vi) commercialisation ; (vii) appui à l'entrepreneuriat

A1.1. Organiser et former les pisciculteurs à l'itinéraire technique en pisciculture et aux bonnes pratiques d'élevage;

A1.2. Évaluer l'appropriation des compétences par les pisciculteurs et encadrer les actions correctrices;

A1.3. Aménager des surfaces d'exploitation piscicoles (ouvrages hydrauliques, creusement des étangs);

A1.4. Appuyer les pisciculteurs en intrants (alevins, aliment piscicole, petit matériel);

A1.5. Produire des alevins de clarias/tilapia sur le site de Mawunzi et dans les exploitations des pisciculteurs (production artisanale);

A1.6. Appuyer la commercialisation des produits piscicoles des bénéficiaires (moyens matériels et équipements);

A1.7. Intégrer la thématique Genre comme action transversale (formation des vulgarisateurs et évaluation de l'impact sur les femmes du groupe cible);

A1.8. Accompagner les bénéficiaires à la mise au point de leurs projets individuels et à la création d'entreprises.

### **Ressources humaines et matérielles**

Un (1) assistant technique expatrié (ATE) durant 36 mois (2017-2019) auquel succédera (1) assistant technique local (ATL) durant 24 mois (2020-2021) ainsi que 7 conseillers techniques vulgarisateurs. La mission de l'ATE a été prolongée jusqu'au terme du programme (31/12/2021), décision contestée par le partenaire institutionnel du programme.

Le résultat comprend une part d'investissement (27%) destinée à permettre aux agents de fonctionner :

- Un véhicule 4X4 est indispensable pour des déplacements dans le contexte routier congolais.
- Des motos sont aussi nécessaires pour des déplacements locaux. Beaucoup de déplacements se font à moto, par facilité par rapport à un véhicule, et celles-ci sont moins onéreuses à tout point de vue
- Equipements informatique et bureautique

La majeure part des investissements est destinée directement aux pisciculteurs, il s'agit d'équipement technique et de travaux d'aménagement d'étangs. En matière de fonctionnement, une part minime est consacrée au frais de véhicules, communication, consommables bureau. La majeure partie concerne l'atteinte du résultat: intrants, suivi, mission, formations...

---

## **III.7 Instances et modalités de pilotage, de suivi et de gestion du programme**

Le partenaire signataire de la convention de partenariat sera le Secrétariat Général à l'Agriculture, Pêche et Élevage (APE) du Ministère national de l'Agriculture, Pêche, Élevage et Développement Rural (MINAGRIDER). Dans la province du Kongo central, le partenariat sera étendu, sous couvert de la même convention de partenariat, au Gouvernorat provincial du KONGO CENTRAL ainsi qu'aux opérateurs techniques associés. Pour rappel, l'agriculture relève des matières déconcentrées (Art.202 et ss. de la nouvelle Constitution congolaise de 2006) ce qui confère des prérogatives importantes aux autorités provinciales en terme d'initiative et d'appropriation.

### **Modalités de gestion technique**

- Un Comité de Pilotage national (CPN) présidé par le SG APE du MINAGRIDER. Celui-ci se réunit annuellement et sur convocation extraordinaire. La composition : (i) de la Division provinciale de l'Agriculture; (ii) du SG à la Coopération; (iii) Ministère du Plan; (iv) autorité provinciale (Ministère de tutelle et/ou Cabinet du Gouvernorat). Le CPN: (i) procède à la revue du programme; (ii) reçoit les rapports d'activité et d'évaluation externe; (iii) apprécie les conditions d'exécution et les résultats atteints; (iv) et suggère des recommandations non contraignantes au CTS et au CPP.
- Un Comité de pilotage provincial (CPP) se réunira annuellement et sur convocation extraordinaire. Fonctions : -assister le CTS dans ses rapports avec les autorités et administrations provinciales ; (ii) conseiller le CTS en vue de garantir la cohérence de ses choix de gestion avec les politiques de développement de la province ; (iii) mobiliser les moyens humains et matériels de la province dans les activités d'appui aux bénéficiaires ; (iv) participer aux missions conjointes d'évaluation ; (v) recevoir et diffuser les rapports d'activité ; (vi) promouvoir le programme auprès des partenaires techniques et financiers nationaux et étrangers en vue de mobiliser des moyens complémentaires. La composition du CPP est laissée à l'appréciation du Gouvernorat provincial.
- L'APEFE, l'opérateur technique associé (CAVTK) et/ou l'autorité locale investie (Division provinciale de l'Agriculture) constitueront ensemble un Comité technique de Suivi (CTS) trimestriel avec pour fonctions: (i) la planification et la supervision de l'exécution des activités ; (ii) la gestion financière des dépenses inhérentes à l'action ; (iii) la liquidation des dépenses ; (iv) la tenue à jour des logiciels de gestion ; (v) la gestion des ressources humaines ; (vi) la gestion des ressources matérielles ; (vii) la rédaction des rapports annuels d'activité ; (viii) la réalisation des évaluations techniques et audits financiers externes indépendants ; (ix) l'élaboration de la stratégie d'intervention et sa remédiation.

---

## **III.8 Evaluations et suivis antérieurs**

Le programme prévoit une évaluation externe indépendante à mi-parcours (2019) et une en fin de programme (4e trimestre 2021). L'évaluation sera réalisée par un binôme de deux (2) évaluateurs externes identifiés et sélectionnés par l'APEFE (expert Nord) et par le partenaire local (expert Sud).

### **Les conclusions du rapport d'évaluation à mi-parcours**

Selon l'évaluation mi-parcours réalisée en 2019 par l'expert indépendant M. Jérôme Lazard, le programme a permis un important renforcement des capacités de production et de commercialisation des agriculteurs encadrés qui s'est traduit par une amélioration de leurs niveaux de vie. Au vu du haut degré d'appropriation par ces derniers des techniques de culture enseignées, ces résultats sont non seulement destinés à être durables mais à se consolider et à s'étendre ultérieurement. La dynamique communautaire forte parmi les bénéficiaires du programme rassure déjà sur la volonté de la population à poursuivre les activités après la clôture du programme. Le programme APEFE d'appui à la pisciculture villageoise dans le Kongo Central est parvenu à mettre en place et à structurer un véritable tissu aquacole dans cette province en redynamisant des activités en sommeil et surtout en déployant une stratégie activement, résolument et efficacement ciblée sur les principaux acteurs de la filière : les pisciculteurs. Le programme a réussi, grâce à son appui technique et matériel ainsi qu'à son encadrement, à renforcer considérablement les capacités productives et commerciales et à améliorer les conditions de vie des agriculteurs de la Province s'adonnant à ces activités. L'impact est important puisque la production assurée par les pisciculteurs encadrés par le programme est estimée atteindre environ 20% de la production piscicole nationale...

Toutefois, la mise sur pied d'une filière intégrée et performante dans la pisciculture et le maraîchage en RDC reste encore pénalisée par la persistance des contraintes et obstacles politico-institutionnels et

infrastructurels traditionnels. Un exemple est l'état plus que déplorable de l'infrastructure routière, en particulier lors de la saison des pluies. Une implication des autorités compétentes du pays (Etat central, autorités provinciales, ...) dans l'entretien des dessertes routières rurales permettrait aux agriculteurs locaux d'être beaucoup moins dépendants des conditions climatiques et de faciliter d'une manière exponentielle l'accès de ceux-ci aux intrants et aux marchés. La pérennisation des acquis dépendrait du développement d'activités tels que la disponibilité de fonds via micro-crédit, la création de coopérative(s), du développement des infrastructures de base et de l'essor de l'économie en général.

La quasi absence des services de l'Etat dans le secteur agricole et son faible niveau d'accompagnement des producteurs posent avec acuité la question de l'« après projet ». Dans ce contexte, la pérennisation des actions conduites par l'APEFE repose sur le niveau d'efficacité de la chaîne de valeur qui aura été mise en place. Celui-ci passe par l'entrée en scène d'opérateurs à même de réaliser les fonctions situées en amont (intrants) et en aval (extrants) de la filière. Il s'agit d'encourager des entrepreneurs à s'engager comme opérateurs, ce que le programme a déjà initié par des formations de conseillers techniques chargés de la mise en œuvre de cette composante entrepreneuriale. L'accent doit donc être mis sur la création ou l'appui aux entreprises relativement peu intensives en capital, qui peuvent se développer avec des moyens restreints et essaimer : auto-emploi, coopératives ou associations de quelques jeunes.

Ces résultats ne sont pas entièrement partagés par le partenaire institutionnel au programme, le Secrétariat général du ministère de l'Agriculture, qui met en évidence toute une série d'échecs notamment au niveau de la production d'alevins, de l'encadrement des bénéficiaires (nombre trop élevé de bénéficiaires avec dispersion des moyens, faible fourniture de matériels, ...), attribuables à des choix stratégiques non pertinents (choix de la filière agriculture familiale alors que la priorité était, à l'instar de Mawunzi, de réhabiliter d'autres centres piscicoles, ...), démarrage tardif de la collaboration avec I&F Entrepreneuriat (formations et appui à l'entrepreneuriat)...

---

### **III.9 Objet et justification de l'évaluation à réaliser**

L'évaluation portera sur le programme 2017-2021 et au minimum en vertu de la législation, les critères d'évaluation du CAD de l'OCDE.

Elle visera notamment la reddition de compte (redevabilité) auprès de la DGD, des partenaires locaux et des bénéficiaires par rapport à l'objectif et les résultats planifiés.

Elle visera d'autre part à faciliter la prise de décision quant à la poursuite ou la clôture définitive du programme.

Dans le cas d'une clôture définitive, elle envisagera les mesures favorables à la durabilité et la capitalisation des résultats acquis.

Elle visera enfin à tirer un certain nombre de leçons apprises destinées à l'APEFE, aux partenaires locaux et à la DGD quant aux suites à réserver au programme.

---

### **III.10 Approches et méthodes d'évaluation**

L'APEFE souhaite mettre en œuvre une évaluation participative et formative. Cette évaluation va impliquer toutes les parties prenantes du programme. Ces dernières seront engagées dans la préparation de l'évaluation (élaboration des TDR), pendant la mise en œuvre de l'évaluation (rencontres individuelles et collectives), la communication et la diffusion orales et écrites des résultats, la relecture du rapport provisoire, la validation du rapport définitif et l'élaboration de la réponse managériale.

---

### III.11 Récolte et analyse des données et sources d'information

Les évaluateurs veilleront à varier et trianguler leurs sources d'information. Les évaluateurs s'appuieront sur la théorie du changement sectorielle et/ou du programme qu'ils apprécieront et réactualiseront le cas échéant.

L'analyse documentaire de la littérature grise sera articulée avec des récoltes de données individuelles (entretiens semi dirigés, Delphi, Mesydel...) et collectives (focus groups, MAG...) sur le terrain. Les données récoltées seront tant quantitatives que qualitatives. Les sources d'information seront répertoriées et reprises dans les annexes du rapport d'évaluation. Les méthodes d'analyse seront justifiées, adaptées aux réalités et au contexte ciblés. Une attention particulière sera accordée au caractère original et innovant de la méthodologie proposée.

Les évaluateurs décriront leurs constats en les justifiant formellement. Sur base de ces constats, ils établiront une liste de recommandations en précisant leurs destinataires dont les partenaires locaux, l'APEFE, la DGD, les partenaires de collaboration, les groupes cibles, les bénéficiaires...

---

### III.12 Publics ciblés par l'évaluation

Afin de rendre le processus d'évaluation le plus participatif et démocratique possible, un échantillon le plus diversifié et représentatif des partenaires, groupes cibles et bénéficiaires sera impliqué.

Le personnel local et international ainsi que les partenaires de collaboration et notamment les autres ACNG belges seront également sollicités.

Concrètement, les acteurs suivants seront sollicités :

- partenaire local :
- groupes cibles :
- bénéficiaires :
- partenaires de collaboration :
- personnel local et international :
- bailleurs :

---

### III.13 Planning et durée

La prestation (préparation – étude de terrain – rapport provisoire – rapport final) devra se dérouler entre le 01 septembre au 31 octobre 2021.

Il est souhaitable que la mission de terrain s'effectue au cours de la période allant du 01/09/2021 au 30/09/2021 au plus tard.

Le rapport final devra être introduit auprès de l'APEFE au plus tard le : 31/10/2021.

La durée totale de la prestation est estimée à 22 jours ouvrables **(à répartir entre l'expert international et l'expert national)**.

**Les activités suivantes doivent être clairement planifiées dans l'offre (le protocole qui suit devra être adapté dans le cas où les déplacements internationaux voire locaux sont compromis par la crise sanitaire) :**

- Déplacements internationaux
- Déplacements locaux
- Briefing avec le siège de l'APEFE avant le démarrage (possible en distanciel le cas échéant)

- Briefings avec le comité de pilotage et/ou le comité d'accompagnement de l'évaluation (possible en distanciel le cas échéant)
- Production 5 jours ouvrables avant l'étude de terrain, d'un rapport de cadrage ou de démarrage et d'une matrice d'évaluation reprenant les questions et critères d'évaluation, les sources d'informations et les parties prenantes à l'évaluation et leur justification, les méthodes de récolte et d'analyse des données contextualisées, adaptées et justifiées)
- Préparation des volets logistiques de l'étude de terrain (voyage, visa, vaccins, RDV, réservations...)
- Collecte et analyse des données à distance et sur le terrain (documentaire, individuelles et collectives)
- Restitution orale des résultats de l'étude en fin de mission sur le terrain (Atelier, production d'un diaporama)
- Débriefing local
- Débriefing au siège de l'APEFE à distance ou en présentiel
- Rédaction et remise du rapport provisoire à l'APEFE 10 jours ouvrables après la mission de terrain
- Relecture participative du rapport provisoire
- Débriefing sur le rapport provisoire
- Rédaction et remise du rapport définitif prenant en compte les remarques et recommandations du comité de relecture (max 10 jours ouvrables après la fourniture des observations du comité de relecture)

**Un projet de calendrier sera fourni par l'évaluateur dans son offre en précisant clairement les rôles et tâches de chacun des évaluateurs. Ce calendrier ne sera définitif qu'après concertation avec les deux experts désignés (international et national).**

---

### III.14 Localisation de l'étude de terrain

La récolte des données de terrain se fera dans le pays partenaire et plus précisément dans la Province du Kongo central à partir de la localité de Mbanza-Ngungu. Divers sites seront visités.

Outre, le centre piscicole de Mawunzi, le choix des sites sera déterminé par les facilités d'accès, la concentration d'association d'agriculteurs et de projets entrepreneuriaux appuyés.

En raison de la crise sanitaire et en fonction des conditions météorologiques (saison des pluies), des aménagements particuliers peuvent s'avérer nécessaires et seront détaillés dans l'offre.

---

### III.15 Méthodologie d'évaluation

**Les méthodologies d'évaluation proposées tiendront compte de la situation sanitaire et notamment des possibilités de déplacements internationaux et locaux.**

Elles incluront d'emblée la possibilité de s'appuyer sur de l'expertise locale et des activités de récoltes et de concertation à distance.

L'évaluateur détaillera la manière dont l'évaluation sera conduite en s'appuyant sur l'objet, les objectifs, les questions évaluatives et les critères.

L'évaluateur précisera dans son offre :

- Leur compréhension des termes de référence
- L'analyse du contexte général et spécifique du programme et de l'évaluation
- Les acteurs ciblés par l'évaluation
- Les outils de collecte et d'analyse des données qualitatives et quantitatives

- Les méthodes de collecte et d'analyse des données (revue documentaire, entretiens individuels, visites de terrain, consultations, questionnaires, ateliers participatifs, focus groups, Mesydel, Delphi, enquête, sondage, SEPO, changement le plus significatif, MARP, TOC....)
- La manière dont la théorie du changement sera exploitée, adaptée
- Le processus garantissant les dimensions participative, démocratique et formative
- La manière dont ils établiront des liens entre les rapports annuels de suivi, les scores de performances, les leçons apprises, l'évaluation mi-parcours et l'évaluation finale et toutes autres informations issues du système de suivi du programme.

Les évaluateurs fourniront au plus tard deux jours avant le briefing de démarrage de la mission, une matrice d'évaluation reprenant pour les questions d'évaluation, les sources de données, la méthode de collecte des données, les outils d'analyse ou les méthodes appropriés pour chaque source de données, les publics ciblés.

Le briefing de démarrage sera l'occasion de discuter de la matrice d'évaluation, de l'adapter, et de fournir des informations supplémentaires sur les données à collecter.

Le briefing de démarrage donnera lieu à la rédaction d'un rapport de cadrage (ou de démarrage) qui précisera :

- La compréhension partagée et l'adaptation éventuelle des termes de référence et notamment des questions évaluatives
- Les enjeux significatifs de l'évaluation
- Les modalités pratiques d'intervention sur le terrain
- Le programme précis des rencontres planifiées
- Les personnes ciblées

### III.16 Critères et questions évaluatives

L'évaluation finale devra notamment se prononcer sur les critères CAD suivants : pertinence, efficacité, efficience, durabilité et impact ainsi que sur les thèmes transversaux : Genre et Environnement.

Les questions évaluatives et les critères d'évaluation correspondants sont repris à l'annexe 1.

Les évaluateurs sont tenus de répondre de manière systématique et exhaustive aux questions évaluatives et de formuler une appréciation argumentée des critères proposés.

Pour ce faire, le canevas suivant sera respecté :

CRITERE D'EVALUATION :
Question n°1 :
Constats :
Recommandations pour les partenaires locaux :
Recommandations pour l'APEFE :
Recommandations pour la DGD :
Recommandations pour les partenaires de collaboration :
Recommandations pour les groupes cibles :
Recommandations pour les bénéficiaires :
etc



### III.17 Livrables

Les évaluateurs présenteront leur rapport en français.

Le rapport provisoire sera produit et remis à l'APEFE dans les 10 jours qui suivent la fin de l'étude de terrain.

Le rapport définitif, intégrant les observations du comité de relecture, devra être disponible dans les 10 jours suivant la réception des commentaires du comité de relecture.

Si ces observations expriment des différences d'appréciation non partagées par les consultants, celles-ci pourront être annexées au rapport définitif et commentées par les consultants.

Le modèle de rapportage figure en annexe.

Les rapports comprendront l'ensemble des éléments suivants :

- Le rapport de démarrage
- La matrice d'évaluation
- Le diaporama du débriefing
- Les observations du comité de relecture
- Un résumé exécutif du rapport définitif présentant les principales conclusions et recommandations
- Le rapport final détaillé.

---

### III.18 Composition de l'équipe d'évaluation

L'évaluation sera effectuée par un binôme d'experts (un expert international et un expert national). Leurs rôles et tâches respectifs devront être clairement définis et répartis. Si en raison de la crise sanitaire, l'expert international ne peut se rendre sur le terrain, une intervention à distance peut être envisagée.

---

### III.19 Profil et statut des évaluateurs recherchés

#### Évaluateur international :

Statut : indépendant ou société

Profil :

L'évaluateur (1 expert en aquaculture) disposera :

- de l'expertise et de l'expérience exigées en aquaculture. d'un niveau au moins égal à Bac +4/5 (Master) en **aquaculture** (*sélection qualitative*)
- d'une expérience professionnelle de **minimum 5 ans en aquaculture continentale** (*sélection qualitative*).
- Niveau minimal et spécialité de diplôme : au moins BAC +5 (Master)
- Langue(s) maîtrisées oralement et par écrit : français
- Expérience technique minimale : 5 ans en aquaculture continentale
- Expérience minimale dans le pays ou en Afrique subsaharienne : 3 ans
- Expérience minimale en ingénierie de projet : au moins 3 projets au cours des 6 dernières années.
- Expérience minimale en évaluation : au moins 3 évaluations de projets aquacoles au cours des 6 dernières années. .



- Capacités techniques minimales de travail à distance
- Disponibilité durant la période indiquée par l'APEFE.

Evaluateur national : L'expert national aura le même profil que l'expert international. Celui-ci sera sélectionné par le partenaire local, à la suite d'une procédure de mise en concurrence.

---

### **III.20 Contenu de l'offre technique**

L'offre sera composée des documents suivants:

- Le CV de l'évaluateur
- Une description détaillée de la méthodologie
- Le projet de planning des activités
- La répartition présumée des rôles et des tâches entre les évaluateurs
- Le projet de liste de personnes à rencontrer

---

### **III.21 Modalités d'attribution**

Il s'agit d'un marché public de faible montant (par simple facture acceptée) dont les critères d'attribution sont listés par ordre décroissant d'importance :

- La méthodologie et La compréhension de l'offre et des TDR
- Le prix
- Le profil des évaluateurs
- La clarté de l'offre

---

### **III.22 Clauses suspensives**

L'APEFE s'autorise à suspendre ou à renoncer à l'exécution du présent marché, pour une ou plusieurs des raisons suivantes :

- Non-respect du calendrier des opérations ainsi que des termes de références
- Remplacement du ou des experts sélectionnés par un profil non équivalent et sans accord préalable de l'APEFE
- Non-respect des délais de production des livrables
- Problèmes relationnels préjudiciables à l'APEFE rencontrés durant la mission
- Impossibilité objective pour l'évaluateur de réaliser la mission
- Cas de force majeure
- Dissolution ou suppression du financement de l'APEFE.

---

### **III.23 Evaluation du rapport et des évaluateurs**

La prestation d'évaluation et le rapport final feront l'objet d'une évaluation interne par la cellule interne d'évaluation de l'APEFE

---

### **III.24 Documents à consulter**

Le programme introduit auprès de la DGD est joint en annexe du présent appel d'offre. D'autres documents pourront être fournis aux évaluateurs sélectionnés. Il s'agira notamment de :

- Analyse contextuelle commune et Cadre Stratégique Commun
- Documents politiques et stratégiques officiels locaux
- Autres projets / programmes convergents
- Dossier Technique et Financier du programme
- Théorie du changement
- Conventions de partenariat et de collaboration
- Rapport Annuel de Suivi et d'Évaluation des 4 années antérieures
- Scores de performance et leçons apprises DGD des 4 années antérieures
- Rapports des réunions du Comité de Pilotage et du Comité Technique de Suivi du Programme
- Rapports des Réunions Internes de Coordination
- Rapport d'évaluation mi-parcours
- Rapports de mission de suivi du siège, de la DGD...
- Bilans financiers

---

### **III.25 Gestion et pilotage de l'évaluation**

Deux instances temporaires spécifiques à chaque évaluation seront mises en place dans le cadre des évaluations finales : un Comité d'accompagnement de l'évaluation, issu du CTS du programme et un Comité de pilotage de l'évaluation issu du Comité de pilotage du programme.

Le comité de pilotage de l'évaluation aura une fonction décisionnelle et le comité d'accompagnement, un rôle de supervision et opérationnel.

La composition de ces deux comités sera arrêtée avant le démarrage effectif de l'évaluation et communiqué aux évaluateurs.

Le comité de pilotage de l'évaluation sera composé au minimum d'un représentant du partenaire, d'un représentant de l'APEFE, et d'un représentant de la cellule interne évaluation (CIE) de l'APEFE. Les membres du CPE sont nommés par le Comité de pilotage du programme.

Le comité d'accompagnement de l'évaluation sera composé au minimum de l'administrateur de programme et d'un représentant des partenaires mandaté par le Comité Technique de Suivi du programme.

La cellule interne d'évaluation de l'APEFE assurera un contrôle qualité de l'ensemble des démarches entreprises dans le cadre de l'évaluation.

Les rôles respectifs de ces comités sont :

#### **Comité d'accompagnement de l'évaluation :**

- Rédaction participative des TDR
- Préparation de la sélection des experts
- Mise à disposition de toute la documentation utile
- Information de toutes les parties prenantes locales des activités prévues par les évaluateurs (enquêtes, consultations, réunions...) afin de s'assurer de leur disponibilité

- Facilitation de l'obtention du visa pour l'évaluateur international, par la délivrance d'une invitation
- Facilitation des démarches administratives auprès des autorités locales afin de faciliter l'évaluation (autorisation, visite protocolaire...)
- Préparation, organisation, accompagnement, respect du planning de l'étude de terrain
- Assistance logistique requise pour faciliter les déplacements et l'hébergement des évaluateurs
- Organisation et Participation au briefing
- Participation au débriefing à chaud ou restitution aux parties prenantes
- Relecture critique du rapport provisoire
- Evaluation des évaluateurs et du rapport final (après remise du rapport définitif des évaluateurs)
- Rédaction des réponses managériales (après remise du rapport définitif des évaluateurs)

#### **Comité de pilotage de l'évaluation :**

- Validation des TDR
- Valide le choix de l'expert national
- Valide le rapport de démarrage
- Validation du rapport final
- Validation de la Réponse Managériale

#### **Cellule interne Evaluation du siège de l'APEFE :**

La CIE est garante :

- De la conformité de la procédure d'évaluation et du bon déroulement de celle-ci.
- De l'indépendance l'évaluateur sélectionné

Elle peut intervenir sur :

- La préparation des TDR et la validation de l'expert international
- La méthodologie et les modalités de déroulement de l'évaluation proposées
- Le rapport de démarrage
- Le rapport provisoire
- Le contrôle de la qualité, de la fiabilité et de l'utilité de l'évaluation
- L'approche méthodologique proposée, les résultats, les conclusions et les recommandations émises
- Le déroulement de l'évaluation et sur informations fournies

La CIE s'assure de la diffusion du rapport et de la réponse managériale sur les plateformes ad hoc (site de l'APEFE, base de données IATI)

#### **Les évaluateurs :**

- Présenteront des informations complètes et fondées
- Protégeront l'anonymat et la confidentialité des personnes impliquées
- Signaleront les actes répréhensibles constatés à l'APEFE
- Seront attentifs et respectueux quant aux croyances, aux us et coutumes locales
- Feront preuve d'intégrité et d'honnêteté dans leurs relations avec toutes les parties prenantes
- Se préoccuperont des problèmes de discrimination ainsi que des disparités multi-sectionnelles dont le genre
- Présenteront, de manière claire, précise et honnête, l'évaluation, les limites de celle-ci, les constatations et les recommandations
- Favoriseront la bienveillance à l'égard des acteurs concernés
- Sont responsables de la fiabilité des données par notamment une triangulation ad hoc et un échantillonnage représentatif et statistiquement fort
- Privilégieront la multiplicité des sources d'informations interne et externes au programme
- Veilleront à ce que leur méthodologie fasse clairement des liens entre données récoltées et analysées, constats, conclusions et recommandations

- Assureront que leurs recommandations soient réalistes et opérationnelles en précisant les acteurs visés, le timing, les actions envisageables, leurs avantages et inconvénients...

---

## III.26 Contenu et canevas de rapport

Les éléments formels de présentation feront partie du rapport d'évaluation

### **Résumé** (5 pages maximum)

- Reprendre en respectant la logique et les différentes parties de la structure du rapport détaillé, une synthèse permettant aux décideurs d'avoir lisiblement et rapidement une idée claire et exhaustive des éléments significatifs du déroulement et des conclusions de l'évaluation. Ce résumé inclura les constats et leur justification ainsi que les recommandations formulées de manière claire et exhaustive en précisant leurs destinataires et les échéances.

### **Présentation du rapport détaillé :**

- Couverture
  - Préciser sur la couverture du rapport s'il s'agit du rapport provisoire ou définitif et la date de publication
  - Indiquer systématiquement la formule suivante : « Ce rapport reflète le point de vue des évaluateurs, lequel ne correspond pas nécessairement à celui de l'A.P.E.F.E et des autres parties prenantes »
- Version électronique : le rapport provisoire sera adressé au comité d'accompagnement en version word afin de permettre d'y intégrer les observations du comité de relecture. Le rapport final sera transmis à l'APEFE en version pdf.

### **Structure**

- Couverture
- Table des matières
- Liste des acronymes
- Résumé de 5 pages maximum incluant les conclusions et recommandations
- Les observations éventuelles des évaluateurs sur le déroulement du processus d'évaluation (accès à l'information, logistique, intendance, disponibilité des partenaires, disponibilité de l'APEFE,...
- Identification du programme
  - -Pays
  - Code
  - Secteur CAD
  - Objectif Spécifique
  - Résultat(s)
  - Partenaires et groupes cibles
  - Directeur de programme
  - Bénéficiaires
  - Autres parties prenantes
  - Contexte du programme
  - Historique du programme
  - Stratégie et pertinence du programme
  - Processus de gouvernance, suivi et évaluation du programme
- Caractéristiques de l'évaluation
- Contexte/finalité/justification/pertinence et objet de l'évaluation
- Composition de la mission d'évaluation et responsabilités respectives des évaluateurs

- Personnes impliquées/mobilisées par l'évaluation
- Localisation de l'évaluation (prévoir une carte géographique)
- Méthodologie d'évaluation
- Organisation et déroulement de l'évaluation
- Calendrier d'évaluation détaillé
- Personnes rencontrées
- Critères étudiés et questions évaluatives
- Conclusions et recommandations
- Annexes
  - Questions évaluatives
  - Matrice d'évaluation
  - Rapport de démarrage
  - Diaporama de débriefing
  - Sources d'information :
    - -PPA 2017-2021
    - -DTF 2017-2021
    - -RASE 2019-2020
    - -Convention de partenariat APEFE-SG Agriculture, 1<sup>er</sup> janvier 2017
    - -PV CP et CTS
    - -Rapport final de l'évaluation à mi-parcours du programme Pisciculture dans le Kongo-central, 2019
    - -Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2014 – 2020, RDC, sept. 2013
    - -Analyse contextuelle commune, RDC, 2016
    - -Cadre Stratégique Commun RDC 2017-21, Cible Stratégique Agriculture
    - Bilans financiers CK OS1R1

---

## III.27 Questions évaluatives

### **Pertinence**

- a) Est-ce que les résultats sont pertinents et de ce fait, correspondent-ils aux besoins et priorités des parties prenantes principales ?
- b) Dans quelle mesure la stratégie du programme s'est révélée appropriée aux contextes des zones d'intervention et aux filières visées et correspond-elle aux priorités des bénéficiaires ?

### **Efficacité**

- c) Dans quelle mesure l'objectif spécifique (OS) est-il atteint, se référant aux indicateurs? Justifier les écarts éventuels.
- d) Dans quelle mesure les résultats (R) sont-ils atteints, se référant aux indicateurs? Justifier les écarts éventuels.

### **Questions spécifiques**

- e) Dans quelle mesure la stratégie du programme et ses modalités d'intervention (formations, itinéraires techniques, ...) ont-elles permis une appropriation durable des nouvelles techniques productives par les bénéficiaires ainsi qu'à l'amélioration de l'accessibilité des produits piscicoles frais auprès de la population agricole et rurale (disponibilité, quantités, qualité, prix...) ?
- f) Dans quelle mesure les changements intervenus ont-ils jeté les bases pour la structuration et le développement d'une filière piscicole intégrée dans la province du Kongo central ?
- g) Dans quelle mesure la stratégie du programme a favorisé l'intégration de la pisciculture aux autres systèmes agricoles et à la recherche (notamment universitaire) et pour quels résultats ?

### **Efficienne**

- h) Les inputs (ou intrants) (ressources humaines, matériels, infrastructure) ont-ils été mis en application suivant la planification ?
- i) Les ressources (financières, humaines, expertise, etc.) ont-elles été allouées de manière stratégique pour fournir l'appui nécessaire et assurer les objectifs du projet ?

### **Durabilité**

- j) L'approche et les résultats du projet peuvent-ils être reproduits ou amplifiés par les partenaires nationaux ?
- k) Dans quelle mesure les changements positifs enregistrés (appropriation des nouvelles techniques productives...) au niveau des bénéficiaires et des groupes cibles peuvent-ils perdurer après la fin du programme ?
- l) Le programme a-t-il pris en compte en vue de la durabilité de ses résultats, la dimension socioculturelle (respect des traditions, des représentations, des croyances, ...) ? Le cas échéant, les évaluateurs mettront en évidence la manière dont ces contraintes sociologiques ont été prises en compte dans la stratégie développée par le programme et/ou formuleront des recommandations sur la manière de mieux les intégrer à l'avenir afin d'éviter les blocages et les inerties liées à cette dimension.

### **GENRE**

Dans quelle mesure la stratégie et actions ciblant les femmes ont-elles permis de réduire les inégalités fondées sur le sexe ?

### **ENVIRONNEMENT**

Le projet a-t-il permis de renforcer l'autonomie des exploitations familiales faces aux crises sanitaires (Covid 19...) et aux changements climatiques ?

Quelles sont les mesures prises par le programme en matière d'agriculture durable et avec quels résultats ?

## **ANNEXE A : FORMULAIRE D'OFFRE**

OFFRE DE PRIX POUR LE MARCHE AYANT POUR OBJET  
"UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE DU PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DU  
NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES QUI PRATIQUENT UNE ACTIVITÉ DE PRODUCTION  
AGROALIMENTAIRE À TITRE PRINCIPALE OU COMPLÉMENTAIRE (PISCICULTURE) DANS LA  
PROVINCE DU KONGO CENTRAL"

Facture acceptée (marchés publics de faible montant)

*Important : ce formulaire doit être complété dans son intégralité, et signé par le soumissionnaire. Le montant total de l'offre doit être complété en chiffres ET en toutes lettres.*

### Personne physique

Le soussigné (nom et prénom) :

Qualité ou profession :

Nationalité :

Domicile (adresse complète) :

Téléphone :

GSM :

Fax :

E-mail :

Personne de contact :

### **Soit (1)**

### Personne morale

La firme (dénomination, raison sociale) :

Nationalité :

ayant son siège à (adresse complète) :

Téléphone :

GSM :

Fax :

E-mail :

Personne de contact :

représentée par le(s) soussigné(s) :

(Les mandataires joignent à leur offre l'acte authentique ou sous seing privé qui leur accorde ses pouvoirs ou une copie de la procuration. Ils peuvent se borner à indiquer le numéro de l'annexe du Moniteur belge qui a publié l'extrait de l'acte concerné.)

### **Soit (1)**

### Groupement d'opérateurs économiques (y compris la société momentanée)

Nom et prénom ou raison sociale des soumissionnaires et forme juridique :

Qualité ou profession :

Nationalité :

Adresse ou siège social :

Nom et prénom ou raison sociale des soumissionnaires et forme juridique :

Qualité ou profession :

Nationalité :

Adresse ou siège social :

Ces données doivent être complétées pour chacun des participants au groupement.

Le groupement est représenté par l'un des participants, dont le nom est :

S'ENGAGE(NT) À EXÉCUTER LE MARCHÉ CONFORMÉMENT AUX CLAUSES ET CONDITIONS DU  
CAHIER DES CHARGES DU MARCHÉ PUBLIC SUSMENTIONNÉ (2021-MECS-B-CK101/010) :

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

#### Informations générales

Numéro d'immatriculation à l'ONSS :

Numéro d'entreprise (en Belgique uniquement) :

#### Sous-traitants

Il sera fait appel à des sous-traitants : OUI / NON (*biffer les mentions inutiles*)

#### Personnel

Du personnel soumis à la législation sociale d'un autre pays membre de l'Union européenne est  
employé :

OUI / NON (*biffer les mentions inutiles*)

Cela concerne le pays membre de l'UE suivant :

#### Paiements

Les paiements seront effectués valablement par virement ou versement sur le compte (IBAN/BIC)  
..... de l'institution financière ..... ouvert au nom de  
..... .

#### Documents à joindre à l'offre

À cette offre, sont également joints :

- les documents datés et signés, que le cahier des charges impose de fournir ;
- les modèles, échantillons et autres informations, que le cahier des charges impose de fournir.

Fait à .....



Le .....

Le soumissionnaire,

Signature : .....

Nom et prénom : .....

Fonction : .....

**(1) Biffer les mentions inutiles**

## **ANNEXE B : DECLARATION BANCAIRE**

Cette déclaration concerne le marché public: une mission d'évaluation externe finale du programme d'Appui à l'amélioration du niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité complémentaire à titre principale ou complémentaires (pisciculture) dans la province du Kongo Central (2021-MECS-B-CK010/010)

Nous confirmons par la présente que .....  
(nom de la société) est notre client(e) depuis le .....(date).

### **Relation financière banque-client**

Les relations financières que nous entretenons avec ce client nous ont jusqu'à ce jour,  
..... (date), donné entière satisfaction.

Sur la base des données dont notre banque dispose actuellement, nous n'avons eu à constater aucun élément négatif et ce client a disposé jusqu'à présent, pour autant que nous ayons pu nous en assurer et en ce qui concerne les contrats et projets dont nous avons connaissance, de la capacité financière lui permettant de mener à bien les contrats et projets qui lui ont été confiés.

.....(nom de la société) jouit de notre confiance et

soit : notre banque met actuellement à la disposition de cette société les lignes de crédit suivantes (à ne mentionner qu'avec l'accord écrit préalable du client) :

.....

soit : notre banque met actuellement des lignes de crédit à la disposition de la société.

et/ou : notre banque est disposée à examiner d'éventuelles demandes de crédit ou une demande de cautionnement en vue de l'exécution du marché.

soit : (aucune des trois déclarations susmentionnées).

Cette déclaration n'implique aucun engagement de notre part pour l'avenir et notre banque n'assume aucune responsabilité à ce propos.

### **Notoriété du client**

.....(nom de la société) occupe une place importante (ou : exerce ses activités) dans le secteur de

.....

Jusqu'ici et pour autant que nous ayons pu nous en assurer, cette société bénéficie d'une excellente (ou : bonne) réputation technique et est dirigée par des personnes compétentes et fiables. La banque ne peut pas être tenue pour responsable du caractère éventuellement inexact ou incomplet des informations qui lui ont été fournies. Les faits qui pourraient, dans l'avenir, influencer cette déclaration ne pourront pas vous être communiqués automatiquement.

Fait à ..... , le .....

Dénomination de la banque, nom et titre du signataire et signature

**Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.**

**ANNEXE C : INVENTAIRE****“UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE DU PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DU NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES QUI PRATIQUENT UNE ACTIVITÉ DE PRODUCTION AGROALIMENTAIRE À TITRE PRINCIPALE OU COMPLÉMENTAIRE (PISCICULTURE) DANS LA PROVINCE DU KONGO CENTRAL ”**

N°	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA	%TVA
Prix unitaire forfaitaires							
1	Préparation - Exécution et rapportage de la mission de l'évaluateur international	QF	homme/jour	22j à définir avec l'évaluateur national			A préciser
2	Divers	QF	homme/jour				A préciser
Prix maximum déplacements							
3	Déplacement international A/R domicile-pays partenaire	QP	pièce	1			A préciser
4	Déplacements locaux	QP	pièce	1			A préciser
5	OPTION: Prix maximum transport A/R domicile-Bruxelles (si rapportage à Bruxelles	QP	pièce	1			A préciser
Frais de réunions et/ou d'ateliers							
6	Location, pause-café,...	QP	pièce	1			A préciser
Sont inclus dans les prix unitaires forfaitaires les honoraires, les per diem, les frais de logement, d'assurance, de visas, de prophylaxies, de communication, les frais administratifs et de secrétariat, le coût de la documentation relative aux services et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur, la production et la livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution des services, les droits de douane et d'accise relatifs au matériel et aux produits utilisés, les frais d'emballage, les frais de réception, tous les frais, coûts de personnel et de matériel nécessaires pour l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers services nécessaires pour l'exécution du marché. En cas de prolongation du marché, les prix unitaires forfaitaires mentionnés dans l'offre sont d'application. A l'exception des frais de déplacements locaux, qui pourraient être pris en charge par les partenaires ou l'APEFE, tous les autres frais de déplacements internationaux et/ou en Belgique sont à la charge du soumissionnaire. L'expert prévoira l'ensemble des déplacements jugés nécessaires au cours de sa mission. Il est							

N°	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA	%TVA
<p><b>possible que les partenaires mettent à disposition de l'expert des moyens de transports. Dans ce cas, le budget déplacements locaux prévu dans l'offre de l'expert, sera réduit proportionnellement à la contribution des partenaires. Les frais de réunions et/ou d'ateliers sont, sauf exception, pris en charge par les partenaires et/ou l'APEFE. En cas de débriefing à Bruxelles, les transports (A/R en classe économique) entre le domicile et Bruxelles seront pris en charge par le soumissionnaire. Les jours de voyages internationaux ne sont pas pris en charge par l'APEFE.</b></p>							
<b>Total HTVA :</b>							
<b>Total TVA :</b>							
<b>Total TVAC :</b>							
<p><i>Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. La quantité de produits x le prix unitaire doivent être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.</i></p>							
<p>Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.</p>							
<p>Fait à ..... le ..... Fonction: .....</p>							
<p>Nom et prénom : ..... Signature:</p>							

**ANNEXE D : INVENTAIRE BIS****(variante sans mission internationale, dans le cas où les déplacements internationaux sont compromis par la crise sanitaire ou sécuritaire)****“UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE DU PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DU NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES QUI PRATIQUENT UNE ACTIVITÉ DE PRODUCTION AGROALIMENTAIRE À TITRE PRINCIPALE OU COMPLÉMENTAIRE (PISCICULTURE) DANS LA PROVINCE DU KONGO CENTRAL ”**

N°	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA	%TVA
<b>Prix unitaire forfaitaires</b>							
1	Préparation - Exécution et rapportage de la mission de l'évaluateur international	QF	homme/jour	22j à définir avec l'évaluateur national			A préciser
2	Divers	QF	homme/jour				A préciser
<b>Frais de réunions et/ou d'ateliers</b>							
3	Location, pause-café,...	QP	pièce	1			A préciser
<b>Sont inclus dans les prix unitaires forfaitaires les honoraires, les per diem, les frais de logement, d'assurance, de visas, de prophylaxies, de communication, les frais administratifs et de secrétariat, le coût de la documentation relative aux services et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur, la production et la livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution des services, les droits de douane et d'accise relatifs au matériel et aux produits utilisés, les frais d'emballage, les frais de réception, tous les frais, coûts de personnel et de matériel nécessaires pour l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers services nécessaires pour l'exécution du marché. En cas de prolongation du marché, les prix unitaires forfaitaires mentionnés dans l'offre sont d'application.</b>							
<b>Total HTVA :</b>							
<b>Total TVA :</b>							
<b>Total TVAC :</b>							
<i>Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. La quantité de produits x le prix unitaire doivent être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.</i>							
Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.							

Fait à ..... le ..... Fonction: .....

Nom et prénom : ..... Signature: